



Société anonyme au capital de 12 000 000 euros
Siège social : 8, rue de la Ville l'Evêque – 75008 Paris
342 376 332 R.C.S. PARIS

RAPPORT DU MANAGEMENT EXERCICE 2005

1.1 PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES CONSOLIDEES

(En milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2005	Exercice clos le 31 décembre 2004
COMPTE DE RESULTAT :		
Chiffre d'affaires	724 201	491 446
Charges nettes d'exploitation	(616 515)	(435 780)
Résultat opérationnel courant	107 686	55 666
Autres produits et charges opérationnels	0	2 556
Résultat opérationnel	107 686	58 222
Résultat financier	(2 795)	2 677
Impôts sur les résultats	(36 371)	(20 181)
Résultat net d'impôt des activités cédées	(378)	0
Résultat net	68 898	40 718
Résultat par action (dilué)	1,26	0,75
Résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations (ROAA)	224 313	112 818
BILAN :		
Actifs non-courants	425 945	283 501
Actifs courants	157 838	143 278
<i>Dont Trésorerie et équivalents de trésorerie....</i>	<i>51 089</i>	<i>30 485</i>
Total de l'actif	583 783	426 779
Capitaux propres	248 575	178 477
Passifs non-courants	77 162	10 916
Passifs courants	258 046	237 386
Total du passif	583 783	426 779
TRESORERIE :		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	225 817	99 826
Flux net de trésorerie lié aux investissements ..	(262 205)	(168 518)
Flux net de trésorerie lié au financement	62 711	81 112
Variation de trésorerie	26 323	12 420
Trésorerie de clôture	49 416	23 093

1.2 RAPPORT DE GESTION

1.2.1 Présentation générale

Les activités du groupe Iliad (le « Groupe ») se décomposent en trois secteurs identifiés sur la base de critères opérationnels :

- le secteur Internet qui regroupe les activités d'accès (exploitées sous la marque Free et ses déclinaisons), d'hébergement (exploitées sous les marques Online, BookMyName et Dedibox), l'activité de centre d'appel (au sein des sociétés Centrapel et Total Call) et les activités Wimax (au sein de la société IFW);
- le secteur Téléphonie Traditionnelle qui regroupe les activités de téléphonie fixe commutée (exploitées sous la marque One.Tel et Iliad telecom), de cartes prépayées (exploitées sous la marque Kertel) et de revente aux opérateurs (exploitées par Kedra) ; et
- le secteur des Autres Activités qui regroupe l'activité annuaire (principalement l'annuaire inversé sur Minitel, téléphone, Internet et SMS, exploité sous la marque ANNU) et les activités e-commerce (exploitées sous les noms Société.com et Assunet.com).

Ces secteurs pourraient évoluer à l'avenir, en fonction de l'évolution des activités du Groupe et de critères opérationnels.

Les changements de périmètre concernent le secteur Téléphonie Traditionnelle avec la cession de 50% du capital détenu dans une filiale non significative et le secteur Internet avec (i) la création de Dédibox sans activité sur 2005 et de Total Call et (ii) l'acquisition de 100% du capital de la société Altitude Telecom (devenue IFW) société détentrice de la seule licence métropolitaine Wimax, en novembre 2005 pour 57 millions d'euros.

Les états financiers du Groupe ont été établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS. La Direction du Groupe met à disposition sur son site Internet un document de synthèse présentant la transition aux IFRS.

1.2.1.1 Formation du chiffre d'affaires

1.2.1.1.1 Chiffre d'affaires Internet

- **L'offre "Accès sans abonnement"**. Pour cette offre d'accès à Internet bas débit sans abonnement, le prix payé par le client correspond au coût de la communication téléphonique qui lui est facturée par France Télécom. Les clients appellent, depuis n'importe quelle ligne fixe en France, le numéro d'accès Free (08 60 92 20 00), qui est facturé par France Télécom en tarification locale Internet. Le chiffre d'affaires correspondant à l'offre "Accès sans abonnement" dépend donc directement du temps passé en ligne par les internautes ainsi que du reversement par France Télécom. Ce chiffre d'affaires est facturé par Free à France Télécom sur une base mensuelle. Le client paye France Télécom à la connexion, une charge d'établissement d'appel au tarif de 0,106 euro TTC puis 0,02 euro TTC par minute suivante, hors option tarifaire, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. France Télécom reverse à Free, en sa qualité d'opérateur de réseau interconnecté, une somme de 0,0231 euro HT par minute de connexion (tarif au 31 décembre 2005). Le montant du reversement par minute est calculé par France Télécom et approuvé par l'ARCEP.
- **Le "Forfait 50 heures"**. Pour le "Forfait 50 heures", l'abonné bénéficie de 50 heures de connexion par mois à Internet bas débit pour un prix unique de 14,94 euros TTC. L'abonné se

connecte à Internet en composant un numéro d'accès gratuit pour l'appelant (08 68 92 20 00). L'abonné paie son abonnement directement à Free, par prélèvement automatique, au début de chaque mois. Les éventuels dépassements et prorata de forfait sont facturés par Free au tarif local Internet et prélevés au début du mois suivant mais comptabilisés sur la période concernée.

- **L'offre haut débit illimité via ADSL.** Depuis octobre 2002, Free propose à ses abonnés un accès haut débit illimité à un prix de 29,99 euros TTC par mois, avec mise à disposition d'un modem et sans frais d'accès au service. Cette offre unique permet aux abonnés d'accéder à l'Internet avec un débit minimum de 2 Mbps, pouvant atteindre les 24 Mbps (constatés) dans les zones dégroupées (en fonction de l'éligibilité de la ligne). Les abonnés sont facturés par Free et font l'objet d'un prélèvement automatique mensuel sur leur compte du montant de leur abonnement (29,99 euros par mois). En cas de résiliation de son abonnement, l'abonné est facturé et prélevé d'un montant de 96 euros TTC, dégressif de 3 euros par mois d'abonnement.

Il convient de noter que depuis le 1^{er} janvier 2004, la part représentative des services de télévision dans l'abonnement Freebox est fixée à 56% et est soumise au taux de TVA réduit, soit 5,5%.

- **La téléphonie via ADSL.** Depuis août 2003 pour les zones dégroupées et mars 2004 pour les zones non dégroupées, les abonnés Free Haut Débit disposant d'un modem Freebox bénéficient d'un service de téléphonie avec la gratuité totale des appels émis depuis la Freebox vers un autre abonné Freebox ou vers la France Métropolitaine (ligne fixe France Télécom hors numéros courts et spéciaux). Le chiffre d'affaires généré par les appels vers les mobiles français et à destination de l'international, ainsi que le chiffre d'affaires générés par les appels entrants à destination des abonnés Freebox, sont comptabilisés dans le chiffre d'affaires du secteur Internet.
- **L'offre de présélection Free.** Depuis juin 2005, les abonnés Free Haut Débit qui n'ont pas opté pour le dégroupage total ont la possibilité de souscrire à une offre de présélection. En s'inscrivant au service de présélection de Free, l'abonné autorise Free à faire une demande de présélection sur sa ligne auprès de France Télécom, de sorte que l'ensemble des appels depuis son poste fixe soient transmis et facturés par Free (hors numéros spéciaux). L'abonné bénéficie alors des tarifs de Free sur toutes ses communications locales, nationales, internationales et vers les mobiles
- **La télévision via ADSL.** Depuis décembre 2003, l'abonnement à Internet à haut débit via la Freebox (en zones dégroupées) offre un service de télévision avec un accès à plus de 222 chaînes dont 81 chaînes gratuites en décembre 2005. Le chiffre d'affaires généré par les chaînes payantes est comptabilisé dans le chiffre d'affaires du secteur Internet. Ce chiffre d'affaires est également soumis à un taux de TVA de 5,5 %. Depuis novembre 2004, les chaînes du Groupe Canal+ sont également disponibles sur le bouquet Freebox. Ces chaînes sont directement facturées à l'abonné par le Groupe Canal+ et une commission est reversée à Free.
- **La vidéo à la demande via ADSL (VoD).** Depuis décembre 2005, l'abonnement à Internet à haut débit via la Freebox (en zones dégroupées) permet l'accès à un service de vidéo à la demande. Ce service, opéré en conjonction avec le Groupe Canal+, permet d'accéder à un catalogue de films et de les visionner sur son téléviseur à toute heure du jour et de la nuit. Un film commandé, à l'aide de la télécommande Freebox, peut être visionné pendant 24 heures et est proposé avec toutes les fonctionnalités d'un DVD. Les séances sont facturées entre 1,99 euros et 3,99 euros, directement sur la facture Free Haut Débit de l'abonné. Ce chiffre d'affaires est soumis à un taux de TVA de 5,5 %.

- **Les offres de migration vers le dégroupage total et de renouvellement de modem.** Depuis l'ouverture du service de dégroupage total (juin 2004), les abonnés Free Haut Débit ont la possibilité de demander la migration de leur accès du dégroupage partiel vers le dégroupage total. Cette migration fait l'objet d'une facturation de 90 euros TTC dégressive en fonction du nombre de mois d'ancienneté. Depuis septembre 2004, les abonnés détenteurs de modems Sagem ont la possibilité d'obtenir un modem Freebox contre paiement de frais administratifs de 60 euros pour les abonnés de moins d'un an d'ancienneté et de 30 euros pour les abonnés ayant entre 12 et 24 mois d'ancienneté. Cette offre de renouvellement est également ouverte aux abonnés disposant d'un modem Freebox contre paiement de frais administratifs de 90, 60 ou 30 euros selon leur ancienneté.
- L'activité d'**hébergement**. Le chiffre d'affaires de cette activité provient de la vente d'espaces d'hébergement pour sites Internet. Les services d'hébergement sont facturés sur une base annuelle fixe par nom de domaine ou par site.
- La **commercialisation de noms de domaine** et la **commercialisation d'espaces publicitaires** sur le portail de Free.
- Les **autres activités du secteur Internet** réalisent un chiffre d'affaires issu principalement de la vente de minutes commutées au secteur Téléphonie Traditionnelle ainsi que la vente de cartes WiFi.

1.2.1.1.2 Chiffre d'affaires Téléphonie Traditionnelle

Le chiffre d'affaires du secteur Téléphonie Traditionnelle correspond principalement au chiffre d'affaires des sociétés One.Tel et Kertel et se décompose de la manière suivante :

- l'offre de **One.Tel** est une offre de téléphonie en présélection sans abonnement. En s'inscrivant au service One.Tel, le client autorise One.Tel à faire une demande de présélection sur sa ligne auprès de France Télécom, de sorte que l'ensemble des appels depuis son poste fixe soient transmis et facturés par One.Tel (hors numéros spéciaux). Le client bénéficie alors des tarifs de One.Tel sur toutes ses communications locales, nationales, internationales et vers les mobiles. Le client bénéficie également de l'offre à 0,01 euro par minute pour tous ses appels locaux et nationaux. A la fin de chaque mois, le montant total des communications effectuées par chaque client est calculé afin d'établir la facture qui sera envoyée pour règlement sous 15 jours. Depuis la reprise de One.Tel par Iliad et afin de sécuriser les paiements clients, le règlement par prélèvement automatique a été fortement encouragé et au 31 décembre 2005, plus de 89 % des clients de One.Tel avaient adhéré à ce mode de paiement contre 84% au 31 décembre 2004.
- Le chiffre d'affaires de **Kertel** correspond au chiffre d'affaires consommé. Le produit n'est constaté en résultat qu'au fur et à mesure de l'utilisation des cartes. Le chiffre d'affaires comprend également le "*breakage*", c'est-à-dire le montant correspondant au nombre d'unités non consommées restant sur les cartes venues à expiration.

1.2.1.1.3 Chiffre d'affaires des autres activités

Le chiffre d'affaires du secteur Autres Activités correspond essentiellement au chiffre d'affaires de ANNU, l'annuaire inversé par Minitel, téléphone, Internet et SMS. Le service sur Minitel est directement facturé par France Télécom sur la facture téléphonique de l'utilisateur et fait l'objet d'un reversement à l'éditeur du service. Dans le cas de ANNU, ce reversement est de 36,15 euros par heure. Les sommes dues par France Télécom au titre de ces reversements sont payées tous les deux mois.

S'agissant des activités de e-commerce, le chiffre d'affaires de Société.com provient de la vente en ligne de documents ou d'abonnements et dans une moindre mesure de revenus publicitaires. Assunet,

qui exerce une activité de courtier d'assurances en ligne, tire ses revenus des commissions sur vente de contrats d'assurance à des particuliers et à des sociétés du Groupe.

1.2.1.2 Coûts opérationnels de l'ADSL en Option 5 (abonnés non dégroupés) et de l'ADSL en Option 1 (abonnés dégroupés)

L'offre ADSL de Free repose sur deux types de prestations :

- d'une part, l'Option 5 (abonnés non dégroupés) où Free revend une prestation de gros proposée par France Télécom ; et
- d'autre part, l'Option 1 (abonnés dégroupés) où Free commercialise une offre transitant totalement sur son propre réseau. Depuis le mois de juin 2004, les abonnés Free Haut Débit ont le choix entre le dégroupage partiel et le dégroupage total. Dans le cas du dégroupage partiel, l'abonné souscrit à l'offre haut débit mais continue de payer à France Télécom un abonnement correspondant à la location de sa ligne téléphonique et conserve la possibilité de donner et de recevoir des appels téléphoniques avec l'opérateur historique. Dans le cas du dégroupage total, l'abonné n'a plus de lien commercial avec France Télécom et ne paie donc plus son abonnement. Dans ce cas, toutes les communications téléphoniques transitent au travers de la connexion haut débit.

En Option 1, les coûts directs par abonnement et par mois, tels que mentionnés dans l'offre de référence du dégroupage sont les suivants au cours de l'exercice 2005:

Coûts opérationnels Option 1 (dégroupage partiel)

- Location de la paire de cuivre et du filtre ADSL : 2,90 euros
- Câble de renvoi cuivre mensualisé (moyenne) : 1,32 euros

Coûts opérationnels Option 1 (dégroupage total)

- Location de la paire de cuivre : 9,50 euros¹
- Câble de renvoi cuivre mensualisé (moyenne) : 1,32 euros

En Option 5, pour un abonnement vendu au même prix, les coûts par abonnement et par mois sont composés des coûts d'accès (tableau ci-dessous) et des coûts liés à la prestation de collecte :

<u>Coûts opérationnels Option 5</u>	Jusqu'au 28 février 2005	A partir du 1 ^{er} mars 2005
• Prestation IP-ADSL NRA > 20 000 abonnés (512 Kbps) :	13,00 euros	13,00 euros
• Prestation IP-ADSL NRA < 20 000 abonnés (512 Kbps) :	15,50 euros	15,50 euros
• Prestation IP-ADSL NRA > 20 000 (1024 Kbps) :	13,00 euros	13,00 euros
• Prestation IP-ADSL NRA < 20 000 (1024 Kbps) :	18,00 euros	17,00 euros
• Prestation IP-ADSL NRA > 20 000 (2048 Kbps) :	13,00 euros	13,00 euros
• Prestation IP-ADSL NRA < 20 000 (2048 Kbps) :	20,00 euros	17,00 euros

¹ 10,50 euros de janvier à juin 2005.

- Prestation IP-ADSL NRA > 20 000 (IP Max) : - 13,00 euros
- Prestation IP-ADSL NRA < 20 000 (IP Max) : - 17,00 euros

A compter du 1^{er} octobre 2005, la structure des coûts opérationnels de l'Option 5 a été simplifiée et n'est plus directement lié au débit ou au type de NRA. Dans l'offre DSL Access, l'abonnement mensuel est dorénavant fixé à 14,20 euros par accès mono VC.

A ces coûts, s'ajoute la prestation de collecte IP-ADSL dont la charge est variable en fonction du débit utilisé par les abonnés Option 5.

La marge brute et la marge d'exploitation (avant amortissements des immobilisations) sont donc sensiblement différentes entre l'offre relevant de l'Option 1 et celle relevant de l'Option 5, l'offre relevant de l'Option 1 présentant des niveaux de marge significativement supérieurs. L'objectif de Free consiste donc à maximiser la proportion de ses abonnés en Option 1, notamment en faisant migrer son parc d'abonnés de l'Option 5 vers l'Option 1 ou, lorsque cela est techniquement possible, en proposant directement une offre en Option 1 aux nouveaux abonnés résidant dans une zone de dégroupage.

1.2.1.3 Investissements et dotations aux amortissements

Le Groupe a déployé un réseau de télécommunication en France métropolitaine. L'essentiel des fibres optiques sous-jacentes à ce réseau a fait l'objet de contrats d'IRU (*Indefeasible Right of Use*) d'une durée comprise entre 10 et 25 ans, prévoyant un paiement unique lors de la mise à disposition de la fibre. Ces IRU sont comptabilisés en actifs corporels au bilan et font l'objet d'amortissements sur une période correspondant à la durée du contrat.

Tout comme les coûts opérationnels entre l'Option 1 et l'Option 5 diffèrent significativement, les investissements varient également entre ces deux options de façon significative.

Outre les investissements en fibre optique que le Groupe a réalisés dans le cadre du déploiement de son réseau, l'Option 1 nécessite la mise à disposition d'un modem Freebox et d'un DSLAM Freebox ainsi que le règlement à France Télécom des frais d'accès au service de dégroupage. Le coût de ces trois éléments a représenté une somme d'environ 170 euros par abonné au cours de l'exercice 2005. Les frais d'accès au service de dégroupage de France Télécom ainsi que le modem et le DSLAM Freebox font l'objet d'un amortissement sur une période de trois ans à compter de la mise en service. Depuis février 2005, les frais d'accès au service du dégroupage, facturés par France Telecom, ont été réduits de 78,7 euros à 50 euros pour le dégroupage total et 55 euros par abonné pour le dégroupage partiel.

Dans le cadre de l'Option 5, le montant total de l'investissement est plus faible et s'élève à environ 125 euros par abonné. Les Frais d'accès au service France Télécom et le modem ADSL ou le modem Freebox mis à disposition de l'abonné sont immobilisés et amortis sur une période de trois ans.

1.2.1.4 Résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations (ROAA)

A diverses reprises dans ce rapport de gestion, il est fait mention du ROAA ou résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations. Le ROAA est égal au résultat opérationnel courant, augmenté des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles.

1.2.2 Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2005 et le 31 décembre 2004

Les commentaires ci-dessous sont établis sur la base des comptes consolidés des exercices clos le 31 décembre 2005 et le 31 décembre 2004.

Les développements ci-après présentent le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations et le résultat opérationnel, analysés de façon synthétique pour l'ensemble du Groupe puis détaillés par secteur d'activité.

Le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation consolidés présentés dans les comptes ne correspondent pas à la somme des informations sectorielles présentées ci-dessous en raison du retraitement des opérations intersecteur. Ces opérations, qui font intervenir deux sociétés du Groupe appartenant à des secteurs différents, consistent essentiellement en la revente au secteur Téléphonie Traditionnelle de prestations de télécommunications réalisées au titre du réseau exploité par Free. Ces opérations intersecteur représentent 96,6 millions d'euros au 31 décembre 2005 et 89,7 millions d'euros au 31 décembre 2004.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004	Variation %
Chiffre d'affaires	724 201	491 446	47,4
Achats consommés	(385 886)	(278 843)	38,4
Charges de personnel	(29 811)	(21 756)	37,0
Charges externes	(59 940)	(65 550)	(8,6)
Impôts et taxes	(5 530)	(3 117)	77,4
Dotations aux provisions	(4 463)	(3 068)	45,5
Autres produits et charges d'exploitation	(14 258)	(6 294)	126,5
ROAA	224 313	112 818	98,8
Dotations aux amortissements	(116 627)	(57 152)	104,1
Résultat opérationnel courant	107 686	55 666	93,5
Autres produits et charges opérationnels	0	2 556	(100,0)
Résultat opérationnel	107 686	58 222	85,0
Résultat financier	(2 795)	2 677	
Charges d'impôt	(36 371)	(20 181)	
Résultat net d'impôts des activités cédées	(378)	0	
Résultat net de l'ensemble consolidé	68 898	40 718	69,2

Chiffre d'affaires

L'exercice 2005 affiche un chiffre d'affaires en progression de plus de 47% par rapport à l'exercice 2004. Cette progression résulte essentiellement de la hausse des revenus du secteur Internet et, en particulier, des revenus de l'accès à haut débit et des services optionnels à valeur ajoutée disponibles sur la Freebox. Au 31 décembre 2005, ces services optionnels avaient une contribution au chiffre d'affaires consolidé de près de 75 millions d'euros contre 13,5 millions d'euros en 2004.

Charges opérationnelles

Entre l'exercice 2004 et l'exercice 2005, les charges opérationnelles, hors dotations aux amortissements, augmentent de 32% et s'établissent au 31 décembre 2005 à 500 millions d'euros. Comme évoqué dans le rapport de gestion de l'exercice 2004, le Groupe confirme avoir dépassé le point d'inflexion permettant à ses dépenses nettes opérationnelles de croître moins rapidement que ses revenus.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel augmente de 85% : 107,7 millions d'euros au 31 décembre 2005 contre 58,2 millions d'euros au 31 décembre 2004. Cette évolution correspond :

- à l'amélioration de la rentabilité du secteur Internet suite à la proportion toujours croissante du nombre d'abonnés haut débit dégroupés sur le nombre total d'abonnés haut débit ;
- à la contribution des services optionnels à valeur ajoutée sur la Freebox.

Par ailleurs, les investissements pour l'équipement du parc d'abonnés haut débit et l'extension du réseau se traduisent par une augmentation de plus de 104% des dotations aux amortissements du Groupe entre l'exercice 2004 et l'exercice 2005. Dès lors, les dotations aux amortissements, qui s'élèvent à 116,6 millions d'euros, représentent plus de 16% du chiffre d'affaires du Groupe en 2005.

Résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations (ROAA)

Le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations (ROAA) du Groupe s'établit à 224,3 millions d'euros au 31 décembre 2005, en progression de 98,8% par rapport au 31 décembre 2004. Cette progression du ROAA s'explique principalement par (i) l'acquisition directe d'abonnés ADSL en Option 1, (ii) par la migration des abonnés en Option 5 vers l'Option 1 et (iii) la contribution des services optionnels à valeur ajoutée sur la Freebox. Le ratio de ROAA sur chiffre d'affaires du Groupe est passé de 23% au 31 décembre 2004 à 31% au 31 décembre 2005.

Résultat financier

Le résultat financier est négatif de 2,8 millions d'euros. Ce résultat financier résulte principalement des charges d'intérêts sur les emprunts contractés par le Groupe auxquels s'ajoutent les pertes de change sur les achats de composants Freebox en dollars américains. Le Groupe n'a pas de stratégie de couverture de change systématique et en particulier de ses achats en dollars américains.

Résultat net

La charge d'impôt au 31 décembre 2005 s'établit à 36,4 millions d'euros, alors qu'elle était de 20,2 millions d'euros au 31 décembre 2004. Le résultat net s'établit à 68,9 millions d'euros au 31 décembre 2005 contre 40,7 millions d'euros au 31 décembre 2004, en progression de plus de 69% sur un an.

1.2.2.1.1 Analyse du résultat du secteur Internet

Le secteur Internet regroupe :

- les activités de fournisseur d'accès à Internet sur le réseau téléphonique commuté ou via ADSL, exploitées sous les marques Free, Free Haut Débit, Free Telecom et Freebox ;
- les activités d'hébergement et de création de noms de domaine, exploitées sous les marques Online, BookMyName Dédibox;
- l'activité de centre d'appel du Groupe au travers des sociétés Centrapel et Total Call.

Il est important de signaler que le réseau de télécommunications du Groupe est opéré au sein de la société Free.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004	Variation %
Chiffre d'affaires	638 923	394 052	62,1
Achats consommés	(366 267)	(259 501)	41,1
Charges de personnel	(24 647)	(16 243)	51,7
Charges externes	(27 536)	(24 141)	14,1
Impôts et taxes	(4 707)	(2 105)	123,7
Dotations aux provisions	(3 474)	(2 507)	38,6
Autres produits et charges d'exploitation	(12 745)	(4 516)	182,2
ROAA	199 547	85 039	134,7
Dotations aux amortissements	(115 472)	(55 093)	109,6
Résultat opérationnel courant	84 075	29 947	180,7

Chiffre d'affaires

Le tableau suivant présente la répartition du chiffre d'affaires consolidé du secteur Internet par type de revenus pour les exercices clos le 31 décembre 2005 et le 31 décembre 2004, ainsi que l'évolution, en pourcentage, entre ces deux exercices.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004	Variation %
Revenus de l'accès (<i>Accès sans abonnement ; 50 heures ; ADSL</i>)	560 557	322 179	74,0
Revenus hébergement et publicitaires	10 449	6 294	66,0
Revenus intersecteur et autres	67 917	65 579	3,6
Chiffre d'affaires total	638 923	394 052	62,1

Entre le 31 décembre 2004 et le 31 décembre 2005, le chiffre d'affaires du secteur Internet croît de 244,9 millions d'euros, soit une augmentation de 62%, liée au succès de l'offre haut débit via ADSL de Free.

Revenus de l'accès à Internet

	31 déc. 2003	31 déc. 2004	31 déc. 2005
Nombre total d'abonnés ADSL	485 000	1 064 000	1 595 000
Abonnés dégroupés	163 000	566 000	1 120 000
Abonnés dégroupés en % du total	33,6%	53,2%	70,2%
Part de marché résidentiel ¹	15,0%	17,4%	17,9%

Le chiffre d'affaires de l'activité de fourniture d'accès à Internet, qui s'élève à 560,6 millions d'euros au 31 décembre 2005, est constitué des revenus provenant de l'exploitation des services de fourniture d'accès à Internet, sur le réseau téléphonique commuté et sur l'ADSL, exploités sous les marques Free, Free Telecom et Free Haut Débit.

La progression de 74% du chiffre d'affaires de l'activité de fourniture d'accès à Internet résulte :

- **du succès de l'offre haut débit.** Au 31 décembre 2005, le Nombre total d'abonnés ADSL s'établit à 1 595 000 contre 1 064 000 au 31 décembre 2004, soit une progression de près de 50% ;
- **de l'utilisation croissante des services optionnels à valeur ajoutée disponibles sur la Freebox.** Au cours de l'exercice 2005, le chiffre d'affaires lié à ces services sur Freebox s'est élevé à près de 75 millions d'euros. Au 31 décembre 2005, Free comptait près de 195 000 abonnés à des chaînes de télévision payantes et 1 304 000 abonnés équipés d'une Freebox utilisaient la fonction téléphonie, positionnant Free comme leader européen de la télévision sur ADSL et de la téléphonie; et

Le déclin des offres bas débit "Accès sans abonnement" et "Forfait 50 heures" au profit des offres haut débit s'est prolongé au cours de l'exercice 2005.

Revenus hébergement et publicitaires

Le chiffre d'affaires de près de 10,5 millions d'euros généré par l'activité hébergement et publicité au 31 décembre 2005 correspond aux revenus issus de la commercialisation des noms de domaine en France et des prestations de services d'hébergement à valeur ajoutée ainsi que de la commercialisation d'espaces publicitaires sur le portail de Free. Par comparaison, au 31 décembre 2004, les revenus hébergement et publicité étaient de 6,3 millions d'euros.

Revenus intersecteur et autres

Les revenus intersecteur et autres regroupent les revenus générés par le secteur Internet du fait de la revente de minutes produites par le réseau directement opéré par Free au secteur Téléphonie Traditionnelle et le produit résultant de la vente des cartes Wi Fi. Ce chiffre d'affaires est stable par rapport à l'exercice précédent, combinant la baisse du niveau d'activité du secteur Téléphonie Traditionnelle avec l'augmentation des ventes de cartes Wi Fi.

Achats consommés et charges externes

Entre l'exercice 2004 et l'exercice 2005, les achats consommés et charges externes ont augmenté de 38,8%. Les achats consommés du secteur Internet progressent nettement moins rapidement que le chiffre d'affaires, conséquence de la stratégie de dégroupage adoptée par le Groupe. Les facteurs qui

¹ Source : France Telecom (2003), ARCEP pour la part de marché de marché (2004 et 2005)

permettent aux charges d'exploitation en pourcentage du chiffre d'affaires de baisser sont essentiellement :

- la proportion de plus en plus grande d'abonnés ADSL en Option 1 par rapport au nombre total d'abonnés haut débit. Cette proportion était de 70,2% au 31 décembre 2005 contre 53,2% au 31 décembre 2004;
- la baisse globale des coûts de l'Option 5 (cfr paragraphe 1.2.1.2), compensée par la possibilité offerte aux abonnés d'augmenter le débit de leur connexion jusque 10 Mbps (débit Max), générant une augmentation des coûts de connexion et de transit IP (CIPA) supportés par Free.

Charges de personnel

La hausse des charges de personnel du secteur Internet est essentiellement liée aux recrutements effectués chez Centrapel dans le cadre du programme d'amélioration du service clients de Free. Les charges salariales de Centrapel sont ainsi passées à près de 21,5 millions d'euros au cours de l'exercice 2005. Centrapel comptait 834 salariés (inclus les salariés à temps partiel) en moyenne en 2005, contre 517 salariés en moyenne en 2004. Cette augmentation du personnel a permis à Free de produire une très nette amélioration au niveau de son service clients et notamment de réduire sensiblement le temps d'attente à la Hotline au cours de l'exercice 2005. Cette amélioration du service clients a engendré des coûts de personnel au-delà des revenus générés par les appels entrants.

Dotations aux provisions

Les dotations aux provisions s'élèvent à plus de 3,4 millions d'euros et correspondent principalement à des provisions sur clients douteux.

Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits net des charges d'exploitation progressent de plus de 182% entre l'exercice 2004 et 2005 à plus de 12,7 millions d'euros. Ce montant correspond aux droits d'auteurs, aux créances clients irrécouvrables et aux charges liées aux contenus audiovisuels ainsi qu'au résultat des cessions d'immobilisations.

Résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations (ROAA)

Le ROAA du secteur Internet progresse de près de 135% au cours de l'exercice 2005 par rapport à 2004. Le ratio de ROAA sur le chiffre d'affaires hors intersecteur s'établit à 34,5% au cours de l'exercice 2005 contre 25,7% au cours de l'exercice 2004. Cette progression résulte d'une part de l'extension du nombre de sites France Télécom reliés en fibre optique permettant d'accroître le nombre d'abonnés bénéficiant d'une connexion haut débit via le dégroupage de la boucle locale (Option 1) et d'autre part de la croissance de la marge brute moyenne par abonné dégroupé au-delà de 20 euros par mois au cours du second semestre 2005.

En particulier, cette progression du ratio de ROAA sur chiffre d'affaires hors intersecteur est particulièrement marquée entre le premier et le second semestre 2005, et ce malgré l'augmentation constante du nombre d'abonnés en dégroupage total :

- Au cours du 1er semestre 2005, le ratio ROAA sur chiffre d'affaires hors intersecteur était de 31,9% ;
- Au cours du 2ème semestre 2005, ce ratio était de 36,7 %.

Au cours l'exercice 2005, le nombre de sites France Telecom connectés est passé de plus de 410 à plus de 675. Le nombre de lignes dégroupées a progressé significativement, passant de 566 000 lignes au 31 décembre 2004 à 1 120 000 lignes au 31 décembre 2005.

Résultat opérationnel courant

Les dotations aux amortissements du secteur Internet se sont élevées à près de 115,5 millions d'euros, en progression de près de 110 % par rapport à l'exercice 2004.

Le résultat opérationnel courant au 31 décembre 2005 s'établit à plus de 84 millions d'euros, en augmentation de plus de 54 millions d'euros par rapport à l'exercice 2004.

1.2.2.1.2 Analyse du résultat du secteur Téléphonie Traditionnelle

Le secteur Téléphonie Traditionnelle regroupe :

- les activités de téléphonie fixe et de cartes prépayées exploitées sous les marques One.Tel, Kertel et Iliad Telecom; et
- les activités de téléphonie pour les opérateurs exploitées par Kedra.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004	Variation %
Chiffre d'affaires	162 250	162 976	(0,4)
Achats consommés	(102 601)	(94 135)	9,0
Charges de personnel	(1 973)	(2 748)	(28,2)
Charges externes	(30 668)	(38 511)	(20,4)
Impôts et taxes	(731)	(825)	(11,4)
Dotations aux provisions	(933)	(542)	72,1
Autres produits et charges d'exploitation	(486)	(725)	(33,0)
ROAA	24 858	25 491	(2,5)
Dotations aux amortissements	(904)	(1 800)	(49,8)
Résultat opérationnel courant	23 954	23 691	1,1

Chiffre d'affaires

Le tableau suivant présente la répartition du chiffre d'affaires consolidé du secteur Téléphonie Traditionnelle par type de revenu pour les exercices clos les 31 décembre 2005 et 31 décembre 2004 ainsi que l'évolution, en pourcentage, entre ces deux périodes.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004	Variation %
Revenus Téléphonie fixe et cartes prépayées	110 806	123 492	(10,3)
Revenus opérateurs et intersecteur	51 444	39 484	30,3
Chiffre d'affaires total	162 250	162 976	(0,4)

Entre le 31 décembre 2004 et le 31 décembre 2005, le chiffre d'affaires du secteur Téléphonie Traditionnelle est resté globalement stable à 162,3 millions d'euros. Ce chiffre masque cependant une

évolution significative du mix entre les exercices 2004 et 2005, soit une baisse des revenus issus de la téléphonie fixe et des cartes prépayées et une augmentation des revenus opérateurs et intersecteur.

Revenus téléphonie fixe et cartes prépayées

Le chiffre d'affaires de la téléphonie fixe et des cartes prépayées, qui s'élevait au 31 décembre 2005 à près de 111 millions d'euros, est constitué principalement des revenus des activités de One.Tel et Kertel.

La baisse de ce chiffre d'affaires par rapport à l'exercice 2004 est principalement liée à la combinaison des trois phénomènes suivants :

- **la baisse du nombre de clients One.Tel au cours de l'exercice 2005.** Dans un contexte de dépenses marketing contrôlées et de succès grandissant des offres de voix sur ADSL, le nombre de clients facturés est passé de 335 000 en décembre 2004 et 298 000 en décembre 2005;
- **un déclin, de 24%, du revenu moyen par abonné (ARPU) entre décembre 2004 et décembre 2005;**
- **une contribution en baisse de Kertel.** Au cours de l'exercice 2005, Kertel a vendu 7 millions de cartes et recharges, soit 500 000 de moins qu'au cours de l'exercice 2004 ;
- **la cession d'Endeis Telecom.** La contribution de cette activité au chiffre d'affaires 2004 du secteur Téléphonie Traditionnelle avait été de 2,3 millions d'euros.

Revenus opérateurs et intersecteur

Le chiffre d'affaires généré par l'offre de services aux opérateurs et les ventes intersecteur augmente principalement du fait de l'accroissement des flux vers le secteur Internet, et Free en particulier dans le cadre de son offre de voix téléphonie sur ADSL.

Achats consommés et charges externes

Entre le 31 décembre 2004 et le 31 décembre 2005, les achats consommés et les charges externes ont augmenté de 0,5% à 133,3 millions d'euros.

Cette progression des charges par rapport au chiffre d'affaires s'explique principalement par la hausse des coûts de trafic sur Kertel et l'augmentation des opérations intersecteur, compensées par la baisse significative des dépenses marketing sur One.Tel .

Charges de personnel

La réduction des charges de personnel du secteur Téléphonie Traditionnelle témoigne des économies d'échelle réalisables sur une activité d'opérateur de téléphonie fixe alternatif. A périmètre constant, les charges de personnel sont en baisse de 13%.

Résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations (ROAA) et résultat opérationnel courant

Le ROAA du secteur Téléphonie Traditionnelle baisse marginalement entre le 31 décembre 2004 et le 31 décembre 2005 à 24,9 millions d'euros. Le ratio de ROAA sur chiffre d'affaires hors intersecteur s'élève à 18,3% contre 17,3% au cours de l'exercice 2004.

Le résultat opérationnel courant progresse à 24 millions d'euros au 31 décembre 2005.

1.2.2.1.3 Analyse du résultat des Autres Activités

Le secteur Autres Activités regroupe :

- l'activité d'annuaire inversé, activité historique au sein d'Iliad, qui se décline sur Minitel, téléphone, Internet et SMS, sous les noms 3617 ANNU et Annu.com ;
- les activités de e-commerce dont Assunet.com, courtier en assurances en ligne, et Société.com, spécialiste de l'information financière en ligne ; et
- l'activité de holding.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2005	31 décembre 2004	Variation %
Chiffre d'affaires	19 671	24 152	(18,6)
Achats Consommés	(90)	(56)	60,7
Charges de personnel	(3 191)	(2 764)	15,4
Charges externes	(15 307)	(17 785)	(13,9)
Impôts et taxes	(92)	(187)	(50,8)
Dotations aux provisions	(56)	(19)	194,7
Autres produits et charges d'exploitation	(1 027)	(1 052)	(2,4)
ROAA	(92)	2 288	(104,0)
Dotations aux amortissements	(251)	(260)	(3,5)
Résultat opérationnel courant	(343)	2 029	(116,9)

Chiffre d'affaires

Entre l'exercice 2004 et l'exercice 2005, le chiffre d'affaires du secteur Autres activités a baissé de plus de 18%.

Le chiffre d'affaires de l'activité annuaires a baissé de plus de 30 % entre le 31 décembre 2004 et le 31 décembre 2005.

Achats consommés et charges externes

La baisse des achats consommés et charges externes provient essentiellement de l'évolution de la répartition des frais de siège et de la baisse des achats marketing refacturés aux autres entités du Groupe et notamment One.Tel.

Résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations (ROAA) et résultat opérationnel courant

Du fait de la diminution de son chiffre d'affaires, le secteur Autres activités génère un ROAA négatif, et un résultat opérationnel courant en perte de 343 milliers d'euros.

1.2.3 Liquidités et ressources en capital

(en milliers d'euros)	<u>31 déc.</u> <u>2005</u>	<u>31 déc.</u> <u>2004</u>
TRESORERIE :		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	225 817	99 826
Flux net de trésorerie lié aux investissements ..	(262 205)	(168 518)
Flux net de trésorerie lié au financement.....	62 711	81 112
Variation de trésorerie	26 323	12 420
Trésorerie de clôture.....	49 416	23 093

Au cours de l'exercice 2005, le Groupe affiche une variation de trésorerie de plus de 26 millions d'euros. En outre, à périmètre constant, le Groupe atteint un cash flow libre positif sur la totalité de l'exercice 2005. Le flux net de trésorerie généré par l'activité s'est établi 226 millions d'euros au cours de l'exercice 2005, tandis que le flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement, en excluant les incidences des variations de périmètre, s'élevait à près de 208 millions d'euros. Le cash flow libre positif dégagé s'est donc élevé à plus de 18 millions d'euros sur l'exercice 2005. Ce chiffre comprend le versement de 6 millions d'euros de dommages et intérêts perçus fin 2005.

Par ailleurs, l'extension des zones de dégroupage a nécessité la fabrication de DSLAMs supplémentaires dont le nombre d'unités installées est passé plus de 1 700 DSLAMs ADSL 2+ au 31 décembre 2005 contre 419 au 31 décembre 2004. Outre les modems et DSLAMs Freebox, les investissements de réseau en fibre optique représentent l'essentiel des autres acquisitions d'immobilisations. Au cours de l'exercice 2005, ces investissements s'élèvent à 214,9 millions d'euros et se décomposent comme suit :

- Investissements de croissance (modems et DSLAMs Freebox, frais d'accès au service France Télécom, etc...) : 164,9 millions d'euros ;
- Investissements de réseau (IRU, salles France Telecom, génie civil, matériel de transmission etc...) : 50,0 millions d'euros.

Le 9 juin 2005, Iliad a procédé à la distribution du solde de dividende de 0,04 euros par action, soit 2,2 millions d'euros. Pour rappel, Iliad avait procédé à la distribution d'un acompte sur dividende de 0,075 euros par action le 19 décembre 2004.

Le 30 juin 2005, Iliad a procédé au rachat d'actions Free provenant de l'exercice de BSPCE détenus par des salariés de Free afin de conserver le contrôle total de sa filiale. Le montant net de ces rachats s'est élevé à près de 0,9 millions d'euros.

1.2.4 Répartition du capital au 31 décembre 2005

Au 31 décembre 2005, le capital social de la société Iliad se composait de 54 151 550 actions ordinaires et était réparti comme suit :

- Dirigeants : 41 076 592 actions soit 75,9 % du capital
- Public : 13 074 958 soit 24,1 % du capital

Au 31 décembre 2005, il existe trois plans d'options de souscription d'actions Iliad dont les éléments principaux sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	Date d'Attribution	Prix d'Exercice	Date d'Exercice	Nombre éventuel d'actions à émettre
Options	20 janvier 2004	16,30 €	20 janvier, 2008	444 132
Options	20 décembre 2005	48,44 €	20 décembre, 2009	270 758
Options	20 décembre 2005	48,44 €	20 décembre, 2010	270 757

1.2.5 Engagements hors bilan

Le tableau ci-dessous présente l'analyse par nature et par échéances des engagements donnés par le Groupe au 31 décembre 2005 sur les locations non résiliables.

(en milliers d'euros)

Nature de location	A 1 an	A 2 ans	A 3 ans	A 4 ans	A 5 ans	A plus de 5 ans	TOTAL
Biens immobiliers	4 869	4 569	4 484	2 492	621	1 242	18 277
Véhicules	278	160	31	0	0	0	469
Matériels	1 044	574	196	0	0	0	1 814
Locations diverses	1 415	793	700	667	412	1 789	5 776
TOTAL	7 606	6 096	5 411	3 159	1 033	3 031	26 336

1.2.6 Endettement du Groupe

Il apparaît que le Groupe n'est soumis à aucun risque de liquidité après examen des clauses de remboursement anticipé de prêts souscrits par ses sociétés ou du non respect d'engagements financiers (ratios, objectifs, etc...).

Le montant des crédit-baux restant dus au 31 décembre 2005 s'établit ainsi à 4,5 millions d'euros.

Au 31 décembre 2005, le Groupe dispose de diverses lignes de crédit confirmées d'un montant maximal de 120 millions d'euros, utilisable pour la plus longue jusqu'en novembre 2010. Le Groupe avait tiré 77 millions d'euros sur les 120 millions d'euros disponibles au 31 décembre 2005.

1.3 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

1.3.1 Evènements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas eu d'événement significatif postérieur à la clôture.

1.3.2 Glossaire

Au regard des différences constatées dans les définitions relatives à l'ADSL données par les opérateurs, Iliad souhaite préciser à nouveau les définitions utilisées depuis le lancement de son service.

Nombre total d'abonnés ADSL : représente, à la fin de la période mentionnée, le nombre total d'abonnés identifiés par leur ligne téléphonique qui ont souscrit à l'offre ADSL de Free après élimination de ceux pour lesquels une résiliation a été enregistrée.

Recrutement : correspond à la différence entre le nombre total d'abonnés ADSL à la fin de deux périodes différentes.

Abonnés dégroupés : abonnés qui ont souscrit à l'offre ADSL de Free dans un central téléphonique dégroupé par Free.

ARPU Haut Débit (Revenu Moyen par Abonné Haut Débit) inclut le chiffre d'affaires généré par le forfait et les services à valeur ajoutée, mais exclut le chiffre d'affaires non récurrent (par exemple les

frais de migration d'une offre à une autre ou les frais de mise en service et de résiliation), divisé par le nombre total d'abonnés ADSL facturés sur la période.